

Contacts presse :

Aïcha Magha

0485/565495

NOUS SOMMES TOUS DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

Transports en commun, école, justice, police, administrations, accueil de la petite enfance, Poste, routes... Nous sommes toutes et tous concernés.

La FGTB wallonne réitère toute sa solidarité avec les agents en lutte depuis des semaines pour faire respecter leurs conditions de travail et, par conséquent, la qualité et la pérennité du service public.

De plus en plus de travailleurs du secteur privé perçoivent l'enjeu crucial de ce bras de fer. Le sort qui est aujourd'hui réservé aux agents pénitentiaires ou aux cheminots est celui que le gouvernement compte réserver à la lutte syndicale dans sa globalité.

Briser la grève de fonctionnaires wallons et bruxellois, pour l'exemple. Tel est le gage que semble vouloir donner notre Premier Ministre – francophone – aux véritables patrons du gouvernement fédéral. Tel est le message qu'il nous envoie à nous, organisations syndicales, en refusant notre demande de médiation. Charles Michel décide de nier la position des syndicats francophones les plus représentatifs dans le conflit en cours dans les prisons. Tout en déplorant les tensions communautaires, il les attise volontairement.

Une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore, de sa fidélité sans faille à la ligne antisociale de la suédoise. L'état épouvantable des prisons wallonnes et bruxelloises est le résultat d'un sous-investissement structurel de longue date dont n'ont pas eu à souffrir les établissements flamands. Ce constat s'applique malheureusement à d'autres secteurs publics stratégiques. C'est un fait avec lequel nous devons composer mais qui n'entame en rien notre solidarité avec les agents flamands de la fonction publique dans ce qu'ils auront à affronter dans les prochains mois (attaque du statut, des pensions, coupes budgétaires...).

La grève des magistrats au début de ce mois, vient aussi dénoncer le danger que représente la politique fédérale pour l'Etat de droit, la démocratie. Rien de moins.

C'est lorsqu'il se meurt (ou qu'on l'assassine) que le service public révèle combien nous comptons sur lui au quotidien, quelle que soit notre origine sociale. Pour cette raison, dans toutes ses composantes, la FGTB wallonne déclare que nous sommes toutes et tous le service public qu'on assassine.

Pour rappel, le néolibéralisme, sous couvert de modernité, a un projet limpide : moins d'Etat et moins de protection sociale.

